

M. Oberle: A qui voulez-vous déclarer la guerre?

M. Epp (Thunder Bay-Nipigon): Je ne veux pas partir en guerre, je veux relever les grands défis qui se posent à notre pays. Je veux régler les problèmes de la pauvreté et du manque de logements. Je veux améliorer les conditions de vie de nos groupes autochtones. Lutter contre la pauvreté serait un moyen de faire servir à des fins productives les ressources inexploitées de notre pays. Le ministre des Finances n'est pas sans savoir que lorsqu'il le fera, il pourra relever les impôts. La charge fiscale sera ainsi réduite dans d'autres domaines, car le fonds de l'assurance-chômage reviendra à son niveau normal. Les dépenses d'assistance sociale diminueront. Quand nous investirons dans notre bien-être national, la situation dans notre pays redeviendra celle que nous souhaitons. Les personnes compétentes dans le domaine de l'exploitation et de l'économie de l'énergie retrouveront leur emploi au Conseil national de recherches. Les centres de technologie dont nous avons besoin reprendront leur activité. Voilà le genre d'action qu'il nous faut.

Je regrette qu'il ne me reste plus de temps, monsieur le Président. On aurait besoin de 20 ou 40 minutes, ou même des jours entiers pour exposer les injustices dont les conservateurs nous affligent. Au nom de mes électeurs qui ne peuvent pas obtenir du gouvernement ce dont ils ont désespérément besoin, je dénonce le caractère répréhensible de cette mesure des plus regrettables et j'exprime ma satisfaction d'avoir pu cet après-midi poursuivre le débat pour en retarder l'adoption.

[Français]

M. Jean-Claude Malépart (Montréal-Sainte-Marie): Monsieur le Président, je dois vous dire que c'est avec déception que je dois prendre la parole sur le projet de loi C-24. Malheureusement, depuis que ce gouvernement progressiste conservateur a été élu. Les seuls projets de loi qui ont été déposés devant la Chambre ont été des projets de loi non pas pour créer de l'emploi, mais pour créer du chômage, monsieur le Président.

Encore une fois, nous avons dans ce projet de loi C-24 la preuve que ce gouvernement n'a aucun sens humain des besoins de la population canadienne. La preuve en est qu'aucun député progressiste conservateur a le courage de parler sur ce projet de loi-là. En privé ils nous disent: Vous avez raison, mais on ne peut pas le dire en public. Cela, monsieur le Président... je regarde le député de Richelieu (M. Plamondon), lui-même a déclaré dans les journaux qu'une compagnie s'est vu refuser une subvention, puis qu'il n'était pas consulté. Mais là ça fait plus que six mois, il va falloir que ça se réveille ces gars-là.

Je regarde le ministre d'État (Mines) (M. Layton), le vrai ministre d'État. Il n'écoute pas, au moins s'il écoutait... Lui, il nous dit: Pour la cartographie, je consulte. Il va attendre les décisions du vice-premier ministre (M. Nielsen). Mais ayez une colonne, ayez du courage. Vous défendez les Québécois. Il

ne faut pas attendre la décision du vice-premier ministre. Il faut dire: On veut la cartographie au Québec. Si vous n'êtes pas capable de le faire, démissionnez, mais mettez quelqu'un qui a du courage à votre poste. C'est cela que ça prend. Il va falloir que les gens commencent...

M. Gérin: J'invoque le Règlement, monsieur le Président.

M. le vice-président: A l'ordre! Le député de Mégantic-Compton-Stanstead (M. Gérin) invoque le Règlement.

M. Gérin: Monsieur le Président, je ne pense pas qu'on puisse laisser le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Malépart) parler de la cartographie, alors que son gouvernement a laissé pourrir le dossier pendant 10 ans.

M. le vice-président: Je ne pense pas que ce soit un rappel au Règlement. Je donne la parole à l'honorable député de Montréal-Sainte-Marie.

M. Malépart: Très bien, ce n'est pas un rappel au Règlement. Celui qui vient de se lever, c'est un avocat. Je comprends qu'il n'a jamais rien compris à la procédure.

Une voix: Il ne connaît rien.

M. Malépart: Mais deuxièmement, de ce que je suis content, c'est que j'ai réussi à en faire lever un. J'ai atteint mon objectif, mais j'ose espérer que le ministre va se lever, puis qu'il va dire: Je la veux la cartographie.

Si je reviens sur le projet de loi C-24, monsieur le Président, il faut se rappeler que le ministre des Finances, en collaboration avec le bureau du Conseil du Trésor, le député de... notre ami d'une région du Québec, le supposé ministre fort du Québec, le président du Conseil du Trésor (M. de Cotret) nous annonçait, pour le programme d'isolation thermique pour les résidences canadiennes, des coupures de 84 millions de dollars. Cela, c'est 84 millions de dollars enlevés dans l'économie. Ce sont des milliers de «jobs», puis en plus c'est l'absence d'aide à des milliers de Canadiens et Canadiennes qui pouvaient l'utiliser pour améliorer leur résidence en fonction de l'économie d'énergie.

Au niveau du programme canadien de remplacement du pétrole, 95 millions de dollars ont été coupés. Ces deux programmes venaient en aide directement aux citoyens et aux citoyennes. On ne s'en occupe pas, on coupe.

Au niveau de la MIUF, 1.5 million de dollars ont été coupés. Cela encore venait en aide aux gens. Qu'est-ce qui arrive? Le premier ministre (M. Mulroney) a besoin de 50 millions de dollars pour changer la couleur des uniformes des militaires. Ah! Pas de problème, on les a trouvés facilement.

Je pense, monsieur le Président, que c'est l'heure. Je vais continuer...

M. le vice-président: A l'ordre! Comme il est 13 heures, je quitte maintenant le fauteuil pour le reprendre à 14 heures.

(La séance est suspendue à 13 heures.)